

Accord professionnel
SANITAIRE, SOCIAL ET MÉDICO-SOCIAL
(ETABLISSEMENTS ET SERVICES À BUT NON LUCRATIF)

AVENANT N° 2 DU 6 MAI 2014
À L'ACCORD DE BRANCHE N° 2010-01 DU 19 AVRIL 2010
RELATIF À LA COMMISSION PARITAIRE NATIONALE DE L'EMPLOI
ET À SES DÉLÉGATIONS RÉGIONALES

NOR : ASET1451026M

A la suite de la publication de l'arrêté du 27 décembre 2013 fixant la liste des organisations syndicales reconnues représentatives dans les activités sanitaires, sociales et médico-sociales à but non lucratif et dans le cadre de l'article VIII portant sur la révision de l'accord de branche n° 2010-01 du 19 avril 2010, agréé par arrêté du 22 octobre 2010 publié au *Journal officiel* du 5 novembre 2010, les articles 1.2.1, 1.4 et 2.2 sont ainsi modifiés.

Article 1^{er}

Réunions plénières

Les dispositions suivantes de l'article 1.2.1 sont abrogées :

« La CPNE-FP comprend 20 membres : 10 représentants du collège employeurs de l'UNIFED et 10 représentants des organisations syndicales de salariés représentatives au niveau de la branche (soit 2 représentants par organisation).

Cette composition pourra, le cas échéant, être revue compte tenu des évolutions en matière de représentativité syndicale.

Chaque organisation syndicale de salariés représentative au niveau de la branche désigne 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants. Chaque titulaire peut, en cas d'empêchement, se faire remplacer par un suppléant. La présence des deux représentants titulaires ne fait pas obstacle à la présence d'un représentant suppléant par organisation syndicale de salariés.

Le collège employeurs désigne 10 titulaires et 5 suppléants. La présence des 10 titulaires ne fait pas obstacle à la présence des 5 représentants suppléants du collège employeurs. »

Elles sont remplacées par les dispositions suivantes :

« A la suite de la publication de l'arrêté relatif à la représentativité des organisations syndicales de salariés, la CPNE-FP est composée de 2 membres titulaires et 2 membres suppléants dûment mandatés par organisation syndicale de salariés représentative dans la branche, et autant de représentants de chacune des organisations d'employeurs. La présence des titulaires ne fait pas obstacle à la présence d'un suppléant. »

Le reste de l'article demeure inchangé.

Article 2

Modalités de prise de décisions

Les dispositions suivantes de l'article 1.4 sont abrogées :

« Les décisions de la CPNE-FP sont paritaires et adoptées à l'unanimité des deux collèges. Ces décisions sont formalisées dans le compte rendu rédigé à l'issue de chaque réunion plénière par le secrétariat administratif et technique.

En cas de désaccord, le constat en est établi, motivé et reproduit dans le compte rendu. »

Elles sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Les décisions sont prises à la majorité qualifiée de 155 mandats, sachant que le collège employeurs et le collège salariés disposent respectivement de 103 mandats de vote. Pour le collège salariés, chaque organisation syndicale représentative a un nombre de mandats correspondant à son pourcentage (arrondi au chiffre supérieur) de représentativité fixé par l'arrêté de représentativité en cours de validité.

Ces dispositions seront applicables jusqu'au prochain arrêté précisant la représentativité des organisations concernées.

Ces décisions sont formalisées dans le compte rendu rédigé à l'issue de chaque réunion plénière par le secrétariat administratif et technique. En cas de désaccord, le constat en est établi, motivé et reproduit dans le compte rendu. »

Article 3

Composition de la délégation

Les dispositions suivantes de l'article 2.2 sont abrogées :

« La délégation régionale de la CPNE-FP est composée comme suit :

- cinq représentants salariés, à raison d'un titulaire par organisation syndicale de salariés représentative au niveau de la branche qui peut, en cas d'empêchement, se faire remplacer par un suppléant ;
- cinq représentants des employeurs désignés par l'UNIFED.

Cette composition pourra, le cas échéant, être revue compte tenu des évolutions en matière de représentativité syndicale. »

Elles sont remplacées par les dispositions suivantes :

« La délégation régionale de la CPNE-FP est composée paritairement d'un représentant dûment mandaté par organisation syndicale de salariés représentative dans la branche et autant de représentants des organisations d'employeurs. »

Il est par ailleurs ajouté le paragraphe suivant :

« Les décisions sont prises à la majorité qualifiée de 155 mandats, sachant que le collège employeurs et le collège salariés disposent respectivement de 103 mandats de vote. Pour le collège salariés, chaque organisation syndicale représentative a un nombre de mandats correspondant à son pourcentage (arrondi au chiffre supérieur) de représentativité fixé par l'arrêté de représentativité en cours de validité.

Ces dispositions seront applicables jusqu'au prochain arrêté précisant la représentativité des organisations concernées. »

Article 4

Agrément

Le présent avenant fera l'objet des formalités de dépôt et de publicité légales.

Le présent avenant est présenté à l'agrément dans les conditions fixées à l'article L. 314-6 du code de l'action sociale et des familles.

Les partenaires sociaux considèrent, par souci de cohérence et d'unicité, que cette condition suspensive s'appliquera à toutes les entreprises et établissements de la branche indépendamment du secteur d'activité concerné, social, médico-social ou sanitaire. Il n'apparaît, en effet, pas envisageable aux partenaires sociaux de permettre que le présent avenant puisse s'appliquer dans les différentes entreprises et établissements relevant de la même branche de manière différée ou décalée dans le temps, voire ne s'appliquer que dans certaines entreprises ou dans certains établissements en cas de refus définitif d'agrément.

Il prendra effet le lendemain de la publication au *Journal officiel* de l'arrêté d'agrément.

Fait à Paris, le 6 mai 2014.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

UNIFED.

Syndicats de salariés :

FNSS CFDT ;

FSAS CGT.